

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 597  
semaine du  
16 mars  
au 1<sup>er</sup> avril  
2020

Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)



## Parmi les interviews, communiqués et documents parvenus à la rédaction d'Informations ouvrières les 25 et 26 mars :

- Communiqué de presse FO, CGT et SUD de l'hôpital Beaujon (92) ■ Réaction du professeur Stéphane Dauger, chef du service de réanimation pédiatrique à l'hôpital Robert-Debré (Paris), au discours de Macron à Mulhouse la veille
- Extrait d'un communiqué (25 mars) de l'union départementale FO de Paris ■ Communiqué du Docteur Olivier Varnet, secrétaire général du syndicat national FO des médecins hospitaliers, à ses syndiqués (25 mars) ■ Isère : communiqués des unions départementales CGT, FO, Unsa, Solidaires, Unef, UNL et UEG ■ Communiqué de l'union départementale FO de Haute-Loire (26 mars).

Communiqué de presse FO, CGT et SUD de l'hôpital Beaujon (92)

## « Il nous faut les moyens pour sauver des vies. Pas demain, tout de suite ! »

« **M**ercredi 25 mars, Martin Hirsch (*directeur général de l'AP-HP*) a lancé un "appel à l'aide" sur France info, demandant la réquisition de personnels soignants, des garanties au sujet des respirateurs artificiels et une "reconnaissance" pour l'effort "surhumain" des personnels face au coronavirus. Le directeur de l'Assistance publique et des Hôpitaux de Paris (AP-HP) s'est également inquiété du manque de médicaments qui se profile dans les jours à venir. Selon la direction toujours, les stocks d'antibiotiques permettant de traiter les surinfections liées au coronavirus, ainsi que les stocks de curare destinés notamment à l'intubation des patients, seront vides samedi.

En 2018-2019, le même Martin Hirsch, qui a supprimé 1 184 postes en équivalent temps plein (ETP) à l'AP-HP, dit aujourd'hui qu'on va "manquer de bras" ! Il doit aller jusqu'au bout de ce qu'il dit en annulant toutes les suppressions de poste à venir (5 000 jusqu'en 2024) et en titularisant tous les CDD.

Toujours selon la direction, le nombre de personnels affectés par le Covid-19 à l'AP-HP, alors que tous les personnels ne sont pas dépistés, est passé de 490 lundi à 780 mercredi, soit 60 % d'augmentation en quarante-huit heures ! À cela, le président de la République ne trouve rien de mieux à dire qu'il paierait les heures supplémentaires ! C'est-à-dire qu'il appliquerait la loi !

Toujours hier, le chef de l'État a répondu qu'il fallait rester uni et ne pas avoir de "doutes" sur les mesures du gouvernement.

Qui peut ne pas en avoir ? Aucune mesure sur les masques FFP2 ! Aucune mesure sur les respirateurs ! Aucune mesure sur le dépistage massif !

Assez des "pompiers pyromanes" !

Assez des déclarations ronflantes sur les personnels soignants qui sont en "première ligne" !

Ce que les personnels veulent aujourd'hui, ce n'est pas de la "reconnaissance", ce sont les moyens pour sauver des vies et c'est la responsabilité des pouvoirs publics de les fournir, non pas demain, mais TOUT DE SUITE :

– des agents en plus TOUT DE SUITE ;

– des tests de dépistage pour tous TOUT DE SUITE : Philippe Froguel, diabétologue et généticien à la tête d'un gros laboratoire de recherche du CHRU de Lille, indique qu'il pratique le PCR depuis dix ans et qu'il peut produire ces tests par millions...

– des masques FFP2 TOUT DE SUITE : des usines existent en France capables de fabriquer des centaines de millions de masques FFP2 que vous n'avez toujours pas réquisitionnées ! (Idem pour les respirateurs et les comprimés de chloroquine) ;

– des respirateurs artificiels TOUT DE SUITE ;

– des doses d'antibiotiques et de curare TOUT DE SUITE ;

– des lits TOUT DE SUITE ;

– augmentation du point d'indice TOUT DE SUITE.

LE RESTE, C'EST DU BARATIN ! »

Le 26 mars 2020 ■

## « On ne peut plus passer des heures à écouter et entendre des promesses »



Réaction du professeur **Stéphane Dauger**, chef du service de réanimation pédiatrique à l'hôpital Robert-Debré (Paris), au discours de Macron à Mulhouse la veille

« Ça fait je ne sais combien de mois, voire combien d'années, que le personnel de l'hôpital public revendique une revalorisation salariale. Et maintenant, sans préciser quoi que ce soit de plus, on nous dit qu'après, on verra pour mettre en place un grand plan qui va enfin s'occuper de l'hôpital public ? Attendre la fin de la crise pour tout ça, c'est encore une fois repousser quelque chose qu'on connaît depuis très longtemps et qu'on demande à juste titre depuis plusieurs années maintenant. Les questions sont là. Les moyens, on peut les trouver. Donc, qu'on nous donne des chiffres, tout de suite. Qu'on nous donne de quoi travailler en sécurité, tout de suite. Qu'on nous donne une revalorisation salariale immédiate et pas uniquement des primes. On ne peut plus passer des heures à écouter et entendre des promesses. C'est maintenant, pas plus tard. Maintenant. » (Sur Europe 1, le 26 mars 2020)

# « Mais où est la 5<sup>e</sup> puissance mondiale ? »

Extrait d'un communiqué (25 mars) de l'union départementale FO de Paris

« **N**ous ne pouvons pas nous empêcher de relayer ce que beaucoup de Français pensent et disent aujourd'hui sur les capacités de la cinquième puissance mondiale. Pourquoi les tests ne sont pas effectués systématiquement ? Parce que nous manquons cruellement du matériel nécessaire, par ailleurs fabriqué en Italie.

Pourquoi un hôpital militaire de campagne de trente lits est mis en place seulement aujourd'hui, alors qu'il est annoncé depuis une semaine, quand les Chinois construisent un hôpital de mille lits en dix jours ?

Plutôt que de programmer des budgets militaires pour des bombardements dans plusieurs parties du monde et de construire des chars, il serait plus utile de construire des hôpitaux, de ne pas fermer les structures comme l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris, de rouvrir tous les lits, tous les services fermés ces dernières années.

Les Français pensent aussi qu'un bateau de l'armée qui transporte douze malades de Corse vers Marseille, c'est peu, comparé au bateau hôpital de mille lits qui vient d'être mis à la disposition des Californiens.

Des médecins meurent, des personnels soignants sont fortement contaminés, les personnels des Ehpad sont encore en manque de moyens, ne possédant que de faibles réserves pour les masques.

Alors, à quand la démonstration que nous sommes la cinquième puissance économique du monde ?

Nous revendiquons le retour à l'hôpital de tous les emplois CDD (dix mille contrats non renouvelés en mars 2015), de personnels parfaitement qualifiés qui seraient aujourd'hui bien utiles dans les services.

C'est maintenant la relocalisation et la nationalisation de toutes les productions de matériel et de médicaments concernant la santé.

C'est maintenant la construction de nouveaux hôpitaux, de services de soins, d'Ehpad.

C'est maintenant l'embauche de médecins, d'infirmières, d'aides-soignants, de personnels administratifs et techniques.

C'est maintenant la prise en compte réelle des besoins des personnels, de la reconnaissance de la pénibilité et de leur engagement.

C'est maintenant la revalorisation conséquente de leurs salaires.

C'est maintenant plus d'humilité de la part de notre exécutif à l'égard des pays qui nous entourent et de tous les travailleurs de notre pays.

L'urgence est sanitaire et elle est surtout sociale. »



**Communiqué du Docteur Olivier Varnet,  
secrétaire général du syndicat national FO  
des médecins hospitaliers, à ses syndiqués (25 mars)**

## « Nous dire “vous devrez faire des choix” est tout simplement insupportable »

« **C**omme d'autres médecins hospitaliers parmi nous, je suis au milieu de la tempête Coronavi-rus. Il s'agit d'un véritable tsunami.

Vendredi : 162 passages aux urgences, tous Covid, 20 % à hospitaliser, c'était le double de la veille. La réanimation est pleine de Covid, la SSPI (*salle de réveil, NDR*) est utilisée (pour combien de temps encore) comme réa pour les patients non Covid. La chirurgie a entièrement fermé sauf urgences vitales et cancérologie non déplaçable.

La neurologie a fermé, l'Usic et l'Usinv aussi (*unités de soins intensifs de cardiologie et de neurologie*) et ces unités ainsi que la chirurgie, le SSR polyvalent et la MPR (*soins de suite et de réadaptation*) sont tous des unités Covid.

Malgré cela, on nous prépare au pire : des psy passent pour nous préparer à subir les conséquences des “choix” que nous ferons devant deux malades et une place en réa (...). Les patients graves décompensent TRÈS vite, même ceux sans grosse tare. Ceux avec

comorbidité franche n'ont de toute façon pas accès à la réa.

Personne n'a jamais vu cela à l'hôpital.

Or cette épidémie est prévue pour s'étendre et tuer :

– le gouvernement ne fait tester quasiment personne et parallèlement envoie les salariés travailler, sans masque, meilleure méthode pour contaminer tout le monde au lieu de strictement confiner les porteurs ;

– le gouvernement bloque (au moins jusqu'à aujourd'hui) l'usage de la chloroquine ;

– les lits de réa sont notoirement insuffisants au regard des besoins ;

– le matériel de protection des soignants est en quantité insuffisante et met en péril le personnel soignant, en particulier les réanimateurs et les urgentistes.

Cette situation est celle de l'Italie et je m'attends à un nombre équivalent en France sauf si des mesures très rapides sont prises. Mais nous ne saurons pas faire face au manque de respirateurs, dont les commandes

ne sont pas faites. Les directions hospitalières préfèrent mettre en place des cellules de soutien psychologique au personnel confronté au “choix” de laisser mourir tel ou tel malade réanimable par manque de lit de réanimation. Les Ehpad, les psy, seront sacrifiés, même pas la peine d'y penser...

Vous comprendrez que je sois un peu “sous tension”, car je sais que tout ceci n'est pas inéluctable. Nous n'avons pas peur des morts, mais nous dire “vous devrez faire des choix” est tout simplement insupportable, quand on sait que les Coréens qui ont une frontière commune avec la Chine ont fait tout le contraire de ce qui est fait en France et réussi à juguler l'épidémie : dépistage, traitements, lits de réa. C'est possible et ce n'est pas fait (...).

L'union nationale imposée par Macron n'est pas faite pour soigner les malades. Elle est faite pour faire passer sa politique. Pour cela, ils n'hésitent pas à sacrifier des milliers de malades, car il y aura, je le crains, des milliers de morts. »

Olivier Varnet ■

## « Nos vies passent avant leurs profits ! »

« **L'**ensemble de la population française doit faire face à une crise sanitaire terrible, dans un contexte où l'ensemble des services publics ont été affaiblis, certains privatisés, pour obéir à des règles budgétaires austéritaires, et où la production industrielle stratégique a été largement délocalisée voire stoppée, au nom du profit à court terme, aggravant cette crise par une impossibilité à fournir le matériel vital (masques, tenues protectrices, gel hydro-alcoolique...).

Les premiers à souffrir de cette politique sont bien évidemment les professionnels de santé, qui ont alerté depuis des mois et des mois, en particulier par la grève et les manifestations, sur les conditions dégradées dans lesquelles ils devaient exercer, exigeant des lits et du personnel !

Sans répondre aux revendications des personnels, bien au contraire, au prétexte de la "guerre contre le coronavirus", le gouvernement Macron impose le confinement général, voire le couvre-feu avec amende forfaitaire et peine d'emprisonnement, et décrète "l'état d'urgence sanitaire", qui prévoit de nouveau de légiférer par ordonnances pour remettre en cause les droits des salariés, en particulier leurs légitimes et légaux droits de retrait ou de grève, avec de larges dérogations au Code du travail sur les horaires, les congés, les repos hebdomadaires, etc. au mépris de la santé des salariés ! Dans le même temps, il permet à de nombreuses entreprises de continuer de tourner pour soutenir l'économie... sans prendre les dispositions nécessaires à la confection des centaines de milliers de masques indispensables ! Faudrait-il au gouvernement plus de cinq mille morts comme en Italie, pour cesser toute activité non stratégique et réellement protéger tout le monde ?

Parce que nous sommes conscients des enjeux, que des hommes et des femmes tombent gravement malades du fait de l'absence d'équipement de protection, nous exigeons que les pouvoirs publics et le patronat prennent et assument leurs responsabilités.



L'intersyndicale de l'Isère affirme que ce n'est pas "l'état d'urgence sanitaire", remettant en cause les droits des salariés et plus largement la démocratie et les droits de la population, qui réglera les problèmes liés au coronavirus. Au contraire : si la priorité est d'éviter la catastrophe sanitaire annoncée et de protéger la population, alors les exigences suivantes doivent être satisfaites :

**« Si la priorité est d'éviter la catastrophe sanitaire annoncée et de protéger la population, alors les exigences suivantes doivent être satisfaites. »**

– fermeture immédiate de l'ensemble des entreprises, services et collectivités considérés comme non stratégiques et réquisition par l'État de leurs stocks de matériel de protection ;

– maintien intégral de la rémunération pour les salariés confinés, pour les intérimaires et pour les travailleurs non salariés : auto-entrepreneurs, artisans, etc.

– réquisition de l'ensemble des établissements et structures de santé privée dans le respect du Code du travail et des conventions collectives doublé d'un indispensable renfort en moyens humains et matériels dans les Ehpad et EMSS ;

– interdiction totale de licencier durant toute la durée de la lutte contre l'extension de l'épidémie de coronavirus ;

– tous les moyens sanitaires pour protéger les personnels des secteurs

stratégiques, à commencer par tous les agents hospitaliers ;

– prise en charge des plus fragiles (chômeurs, précaires, demandeurs d'asile, sans-papiers, victimes...) avec maintien des aides sociales ;

– moratoire sur les loyers des populations précaires, réquisition des logements vides pour les sans-logis ;

– reconnaissance comme maladie professionnelle du Covid-19 pour les salariés contractant cette maladie sur leur lieu de travail ;

– mise en place de CSSCT-CSE permanents dans les entreprises stratégiques afin de trouver des réponses aux problèmes qui se posent chaque jour dans le respect de tous les droits des salariés ;

– autorisation de circulation pour les délégués syndicaux, afin qu'ils puissent exercer leur mission de défense, de soutien et de conseil aux salariés.

Des productions et services de première nécessité doivent fonctionner, dont les services publics, qui sont en première ligne, mais les règles sanitaires doivent être garanties à tous, sans exception : aux confinés comme aux autres.

Après plusieurs interpellations des unions syndicales de l'Isère restées sans réponse, l'intersyndicale de l'Isère exige du préfet qu'il prenne les dispositions indispensables correspondant à chacun des points de la liste qui précède. Elle demande une réunion d'urgence en visio-conférence afin de pouvoir exposer nos revendications. »

# « Pas de pacte social, retrait des ordonnances contre les congés et la durée du travail ! »

« **L'**union départementale Force ouvrière s'est livrée à une analyse des ordonnances prises le 25 mars. Nous avons également écouté l'intervention du président de la République ce même jour.

Il affirme dès le début : *« Je vois dans notre pays les facteurs de division, les doutes, toutes celles et ceux qui voudraient aujourd'hui fracturer le pays alors que nous ne devons avoir qu'une obsession : être unis pour combattre le virus. »*

À Force ouvrière, nous n'avons pas oublié que la première réunion du Conseil des ministres consacrée au coronavirus a débouché sur l'utilisation du 49.3 pour imposer le projet de loi sur les retraites, rejeté par la majorité de la population. Qui fracture le pays ?

Le 25 mars encore, ce sont des remises en cause importantes du Code du travail qui ont été adoptées.

Il sera possible de porter à quarante-huit heures la moyenne de la durée du travail et à soixante heures sur une semaine isolée. De même le repos hebdomadaire le dimanche pourrait être supprimé et le repos quotidien ramené à neuf heures au lieu de onze. N'est-ce pas révoltant quand il y a des millions de chômeurs et que tous les salariés qui se trouvent actuellement au travail sont stressés, exténués et terriblement

inquiets pour leur santé et celle de leurs proches ?

Concernant les jours de RTT et les comptes épargne temps, l'employeur pourra les imposer à sa guise. De même, un accord d'entreprise ou de branche pourra autoriser l'employeur à imposer d'avancer ou de différer six jours de congés avec un seul jour de prévenance. Non, les longues journées de confinement, ce ne sont pas des vacances.

Les règles du Code du travail ont été mises en place pour protéger les salariés, leur santé et leur sécurité. Leur remise en cause est décidée jusqu'au 31 décembre 2020. S'agit-il bien d'un combat contre le virus ?

Oui, les salariés sont fondés à douter.

Le Conseil scientifique mis en place par le gouvernement considère que *« le confinement est à l'heure actuelle la seule stratégie réellement opérationnelle, l'alternative d'une politique de dépistage à grande échelle et d'isolement des personnes détectées n'étant pour le moment pas réalisable à l'échelle nationale »* (avis du 25 mars 2020).

Pourtant les représentants du même gouvernement osent répondre aux demandes de dépistage systématique déposées par les syndicats que ce ne serait pas efficace.

De même, ils refusent d'entendre la revendication de notre organisation syndicale de ne maintenir en activité

que les secteurs économiques vitaux et exposent les salariés au virus en refusant les demandes de chômage partiel.

Les équipements de protection individuels (masques, gels, sur-blouses) font défaut partout et sont distribués au compte-gouttes, en particulier dans les Ehpad, dans l'aide à domicile... et il apparaît que les stocks nationaux de masques FFP2 n'ont plus été renouvelés depuis 2013.

L'union départementale Force ouvrière ne s'engagera dans aucun pacte social.

Nous ne sommes pas dupes, il ne s'agit pas du combat contre le virus, ce prétexte est utilisé pour remettre en cause une fois de plus les droits des travailleurs.

Au contraire, dans cette période, il est vital de continuer à agir pour nos revendications :

– le retrait des ordonnances du 25 mars sur la durée du travail, le repos hebdomadaire, les congés, les RTT et le compte épargne temps ;

– la création de tous les postes nécessaires dans les hôpitaux ;

– la mise en place d'un dépistage systématique de tous les salariés ;

– l'embauche immédiate du personnel nécessaire à la fabrication d'équipements de protection individuels, de matériel et de produits médicaux et pharmaceutiques vitaux pour combattre l'épidémie et la réquisition, si nécessaire, des entreprises participant à ces productions. »

« S'agit-il bien d'un combat contre le virus ?  
Oui, les salariés sont fondés à douter. »

JE M'ABONNE À

INFORMATIONS OUVRIÈRES

5 numéros "découverte" : 7 euros  12 numéros : 17 euros  4 mois (17 numéros) : 24 euros

6 mois (25 numéros) : 33 euros  1 an (51 numéros) : 65 euros  1 an, pli clos : 110 euros

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.